

Brochure n° 3107

**Accords collectifs nationaux**  
**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**  
**(7<sup>e</sup> édition. – Juillet 2003)**

AVENANT N° 13 DU 16 DÉCEMBRE 2004  
RELATIF À LA NOTION DE PACS  
NOR : ASET0550667M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTF) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP),

D'une part, et

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes (BTP) CFE-CGC ;

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le *a* « Notion de conjoint du participant » de l'article 8 de la section 2 « Dispositions générales relatives aux garanties » du titre I<sup>er</sup> « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ETAM » figurant en

1<sup>re</sup> partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III de l'accord national du 13 décembre 1990 instituant le régime national de prévoyance des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics, est remplacé par l'article suivant :

## Article 8

### a) Notion de conjoint du participant

A la date du décès du participant, est considéré comme conjoint la personne ayant un lien matrimonial en cours avec celui-ci.

La personne liée au participant par un pacte civil de solidarité (PACS) est assimilée au conjoint :

- si les 2 personnes liées par le PACS ont un ou plusieurs enfants en commun (enfants nés de leur union ou adoptés) ;
- ou si le PACS est conclu depuis au moins 2 ans.

Le concubin est assimilé au conjoint :

- si le concubinage est notoire et constant, il a duré au moins 5 ans sans lien matrimonial ou de PACS de part et d'autre, et il est justifié d'un domicile commun durant cette période ;
- si le concubin ne bénéficie pas d'avantages de même nature de la part d'un régime de retraite ou de prévoyance au titre d'une autre personne que le participant.

Le reste de l'article 8 est inchangé.

## Article 2

Le 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 12 b « Décès accidentel ou des suites d'une maladie professionnelle » de la section 3 « Dispositions propres à chaque garantie » du titre I<sup>er</sup> « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ETAM » figurant en 1<sup>re</sup> partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 instituant le régime national de prévoyance des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics, est remplacé par le paragraphe suivant :

« Toutefois, le versement de la majoration décès accidentel n'est pas dû lorsque l'accident résulte de l'une des catastrophes suivantes : ».

Le reste de l'article est inchangé.

## Article 3

Le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 3.1 « Définitions du risque chirurgical » de la section 2 « Dispositions générales relatives aux garanties » du titre I<sup>er</sup> « Régime de base obligatoire. – Garantie chirurgie-maternité » de la 2<sup>e</sup> partie

« Règlement des régimes de frais médicaux » de l'annexe III à l'accord national du 13 décembre 1990 instituant le régime national de prévoyance des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment et des travaux publics, est remplacé par le paragraphe suivant :

« Par acte chirurgical, il faut entendre tout acte pratiqué lors d'une intervention chirurgicale en établissement hospitalier et codée ADC à la classification commune des actes médicaux et, plus généralement, toute intervention effectuée sous anesthésie générale. »

Le reste de l'article est inchangé.

#### **Article 4**

Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent avenant prendront effet à la date de sa signature.

Les dispositions de l'article 3 du présent avenant prendront effet à compter du jour de la mise en place de la nouvelle classification commune des actes médicaux (CCAM) pour les catégories d'actes concernées.

#### **Article 5**

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

#### **Article 6**

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Fait à Paris, le 16 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)